

Annexe 7

Le budget militaire de la France dans les armées d'avant-guerre

L'analyse du budget des ministères entre 1926 et 1939 reflète la prise de conscience tardive des enjeux de la montée en puissance de l'Allemagne nazie. Jusqu'en 1936, la marine est dotée du plus gros budget de défense. L'Exposition universelle de 1931 a **exalté** la puissance coloniale de la France, alors à son apogée, et la marine joue un rôle essentiel dans la relation entre la France et son empire. Quant au budget de la Guerre, qui représente moins du tiers du total des dépenses, il est de surcroît en grande partie absorbé par la construction de la ligne Maginot, une ligne de défense statique qui doit protéger la frontière au moyen de blockhaus et autres fortifications.

Cependant, l'année 1936 marque un tournant. Elu au mai 1936, le gouvernement du Front Populaire est particulièrement sensible à la guerre civile qui oppose en Espagne les Républicains du Frente **Popular** aux insurgés Franquistes, soutenus par l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste. Surtout, il observe avec inquiétude le réarmement rapide de l'Allemagne, décidé par Hitler en violation flagrante du traité de Versailles. Le 24 août 1936, l'Allemagne rétablit le service militaire obligatoire de deux ans. Le ministre de la Défense nationale, Edouard Daladier, convoque d'urgence le général Gamelin à Paris et lui demande de formuler des propositions en vue de renforcer la puissance de l'armée

française. L'Etat-major de l'armée établit un programme de 9 milliards, qui doit s'échelonner sur quatre ans du 1^{er} janvier 1937 au 31 décembre 1940. Conseillé par le Contrôleur général Jacomet, estimant que l'industrie française peut faire davantage, Daladier le juge insuffisant ; l'EMA revoit sa copie et le porte à 14 milliards – un budget colossal pour une nation dont le budget annuel est de 47 milliards. Le 7 septembre 1936, le **Parlement** vote ce plan de réarmement terrestre.

EVOLUTION DES BUDGETS DES MINISTERES DE 1926 A 1939				
	1926-1936	1937	1938	1939
Terre	31%	40%	43%	32%
Air	27%	32%	33%	51%
Marine	42%	28%	24%	17%

La mise en œuvre de ce plan de réarmement est un succès : « *Pour les principaux matériels, le programme s'est trouvé réalisé au 1^{er} juin 1940* », avec 7 mois d'avance donc, selon les **déclarations formulées** par le général Colson, chef de l'EMA, lors de sa déposition du 12 mai 1942 devant la cour de justice de Riom dans le cadre du procès organisé par le gouvernement de Vichy pour juger les responsables de la défaite.

Ce procès vise à accréditer l'idée largement répandue que le Front populaire est responsable de l'impréparation de la France à la guerre. Or l'analyse des

budgets successifs et des programmes d'armements engagés fait ressortir que, loin d'avoir désarmé la France, le Front populaire a au contraire initié un redressement militaire spectaculaire, poursuivi par les gouvernements qui lui ont succédé. Cette politique s'inscrit à rebours de celle menée avant 1936, et notamment en 1934. Sous l'effet de la crise économique, le gouvernement Doumergue a réduit cette année-là le budget de la Défense, malgré l'arrivée de Hitler au pouvoir l'année précédente, et sans que ne s'y oppose le ministre qui en a la charge : Philippe Pétain.

Réalisation du programme de quatre ans (1937-1940)

	PRÉVU LE 7 SEPTEMBRE 1936	REALISE AU 10 MAI 1940
CHARS LEGERS	2500	2655
CHARS SOMUA	325	416
CHARS B	385	387
TOTAL	3210	3468

Note : Les 50 chars D2 du 507^e RCC ne sont pas **comptabilisés**, leur programme de production étant antérieur au plan de 4 ans. (Source : Robert Jacomet, *L'armement de la France 1936-1939*, Paris, 1945, p. 291.)

Aujourd'hui, les historiens considèrent que seule l'armée de l'Air se trouvait véritablement en retard et en

grande difficulté en 1940. Les budgets alloués trop tardivement n'ont pas permis de rattraper le retard et l'aviation française s'est trouvée d'emblée en état d'infériorité face à la Luftwaffe. Cette situation très grave était connue des responsables politiques et expliquerait pour partie l'attitude du gouvernement français lors de la signature des accords de Munich en 1938.

